



Wednesday, 25 September 2013

Working session 4: Fundamental freedoms I

Freedom of expression, free media and information, including best practices for protection of journalists.

Au nom de l'**International Civil Liberties Alliance**¹

L'International Civil Liberties Alliance souhaite interpeller la France au sujet d'une dégradation de la liberté d'expression dans la presse. Depuis plusieurs années et sous l'influence combinée de l'Organisation de la Coopération Islamique, d'organisations musulmanes et d'organisations antiracistes subventionnées par l'état, la liberté de critique des religions subit une importante érosion. Des journalistes et animateurs de media internet tels qu'Ivan Rioufol, Pascal Hilout et Pierre Cassen subissent un harcèlement juridique constant visant à les empêcher d'exprimer leurs opinions.

Les promoteurs de lois réintroduisant le délit de blasphème utilisent le concept de l'islamophobie tel que défini par la Turquie afin de lier juridiquement la critique de la partie politique de l'islam à l'incitation à la haine et à la violence. Le détournement des lois réprimant les appels à la violence est devenu en France un moyen de réduire au silence ceux qui expriment leur inquiétude face à l'influence grandissante de l'islam politique et des ennemis de la démocratie et des droits de l'Homme telles que l'Organisation de la Coopération Islamique et la Confrérie des Frères Musulmans.

Recommandation à la France :

L'International Civil Liberties Alliance demande à la France de veiller à une application scrupuleuse de ses engagements en protégeant la liberté d'expression des journalistes et de cesser de subventionner les organisations pratiquant le harcèlement juridique à fin politique.

¹ Informations et contact : www.libertiesalliance.org